

DEUXIÈME PARTIE: AGGLOMÉRATION INDUSTRIELLE ACTIVE, POPULATION MOUTONNIÈRE RÉSIGNÉE.

En parcourant ces régions pour la dixième ou vingtième fois, remémorant tout ce qui entoura ma jeunesse, je songeais aux autres parties de la France, si disparates et si diverses: au Nord sur qui pèse d'un poids lourd la domination exercée par une industrie centralisée, agglomérée et dont la population aux fortes qualités est abêtie par la religion et par la politique. N'ayant appris - prêtres et politiciens se sont bien gardés de lui apprendre - ni à raisonner ni à juger, cette population est entre leurs mains l'éternelle résignée, subissant son sort dans l'espérance de l'au-delà de l'Eglise et dans l'attente d'une révolution qui ne vient pas.

Il faut voir, à l'heure de l'entrée et de la sortie des usines, ces longues files d'ouvrières et d'ouvriers ; sur leur front se lit la souffrance; ces travailleurs forment de véritables troupes dont la vigueur est entièrement absorbée par le travail et qui ne retrouvent un peu de force que pour adorer le dieu qui n'y peut rien et l'homme politique qui s'en moque. Si, sous la pression de colères longtemps contenues, accumulées, ces prolétaires se soulèvent, vite, accourent les «*tueurs d'énergie*» effrayés de voir leurs troupes se révolter sans leur assentiment et sans leur ordre.

Dans les différentes localités du Nord, dès qu'un conflit surgit sous l'action des ouvriers, les politiciens examinent, non l'intérêt du travailleur, mais le résultat qu'ils peuvent en retirer pour leurs combinaisons politiques. Au besoin même on poussera à la grève dans le même objet. Ainsi en 1904, à la veille des élections municipales, lors du dernier palier de la loi sur le travail des femmes et des enfants qui réduit la journée à 10 heures dans les ateliers mixtes, à Roubaix, les politiciens fomentèrent une grève dans l'unique but de créer à la municipalité bourgeoise une situation difficile et de déterminer chez les prolétaires une hostilité contre elle. Courte journée, salaires plus élevés étaient choses secondaires pour le parti politique, l'installation de «*camarades*» dans les fauteuils de l'hôtel de ville était à ses yeux autrement utile.

Ne croyez pas que nos sectaires du Nord soient les seuls à comprendre de cette façon l'intérêt ouvrier! J'ai souvenir, pour avoir vu et entendu qu'en 1903, lors de la grève des tisseurs d'Armentières qui fut marquée par des incidents tragiques, les amis de Jaurès intriguèrent pour tirer parti du conflit. Ils voulaient porter atteinte dans cette partie du Nord, à l'influence de Guesde et de ses amis. Ces derniers, oublieux, eux aussi, des véritables intérêts en jeu, intérêts touchant une population extrêmement malheureuse, dont les salaires sont infimes, dont les conditions de vie sont des plus pénibles, se désintéressèrent de la grève pour ne s'occuper que des suites qui en résulteraient pour eux. Il faut avoir vu de près les démarches, les combinaisons! Les uns voulaient par la grève «*introduire*» Jaurès dans le Nord, les autres voulaient garder le Nord de tout contact avec Jaurès.

Dans le Pas-de-Calais, chez les mineurs dans des conditions différentes, c'est la même situation. L'action syndicale n'est exercée que pour assurer des mandats politiques aux plus intrigants. L'an prochain au moment des élections, prenez connaissance des candidats à la députation, prenez les noms des têtes du syndicat minier et vous constaterez que ce sont les mêmes personnages. Le syndicat est le recruteur des voix électorales, il est le tremplin qui permet à des hommes de se mettre en valeur. Pareille situation ne déplaît pas aux Compagnies. Pourquoi leur déplairait-elle? Elles y trouvent le maximum de sécurité de repos et de tranquillité, renseignez-vous et vous apprendrez qu'à Lens contre le maire et député actuel Compagnies ne présentent pas de concurrent. La raison en est simple. M. Basly est un garant pour elles. Admettez qu'un radical soit élu député de Lens! Immédiatement le vaincu se démène, s'agite pour reconquérir une situation personnelle perdue, il fait intervenir ses amis, il s'efforce d'entamer une agitation et comme le meilleur moyen d'intéresser le mineur est de lui parler de la mine,

de sa situation économique, de réveiller chez lui la haine de la Compagnie - car le Palais-Bourbon le passionne médiocrement - il y aura inévitablement une grève, qui, vaincue ou victorieuse, n'en aura pas moins créé pour les Compagnies des difficultés et des préjudices.

Je n'hésite pas à dire que si j'étais agent, directeur d'une Compagnie minière dans cette région, je donnerais ma voix à un socialiste, estimant que mieux vaut un loup gavé qu'un loup affamé. Voyez comme les Compagnies sont peu inquiétées! Les grandes grèves, notamment celles de 1902 et de 1906, furent déclarées par les ouvriers malgré les «*dirigeants*» du syndicat minier. Aux sentiments de haine à l'égard des Compagnies se mêlait de la colère à l'égard des «*dirigeants*». Et si ces derniers purent reprendre pied, regagner une influence perdue, c'est grâce aux Compagnies. Elles étaient effrayées à bon droit d'un nouvel état d'esprit qui se manifestait chez les mineurs, elles avaient intérêt à ce qu'il disparût. Le moyen d'y parvenir? Il était à leur portée: ne discuter qu'avec les «*dirigeants*» du syndicat, leur accorder quelques satisfactions ou quelques promesses, qu'ils rapporteraient aux grévistes en criant victoire! Les mineurs, parvenus à une étape de la grève voisine de la fatigue, enregistreraient promesses ou satisfactions et ils se devraient d'acclamer ou d'approuver leurs «*dirigeants*».

Ne croyez pas que j'exagère! Au premier grand conflit qui éclatera dans le Pas-de-Calais, examinez et jugez ! Je dis qu'il éclatera un grand conflit, parce qu'il est devenu de règle normale parmi les mineurs de cette région d'engager une grande lutte à intervalles presque réguliers. Tous les quatre, cinq ou six ans, il semble que le mineur éprouve le besoin de faire grève, de quitter la fosse, de prendre l'air, de traduire sa colère et son indignation par un acte démonstratif.

Et remarquez que la durée de ces grandes luttes dépasse toujours quarante jours. Jusqu'au quarantième jour, le mineur reste obstiné, fort; à partir de ce moment la lassitude apparaît, la nostalgie de la mine prend le gréviste. Les Compagnies qui connaissent l'état d'âme de leurs esclaves, savent en tirer parti. J'ai voulu en son temps connaître la raison de pareil phénomène. Il m'a été répondu que le mineur par le système des payes, de la distribution du charbon dans chaque famille était en mesure de parer à ses besoins pendant quarante jours environ. Semblable cause est-elle vraie? Peut-être. Car le mineur en lutte doit se suffire. Ne croyez pas que les secours reçus par le syndicat soient distribués! Ils sont conservés dans la caisse syndicale. Lors de la grande grève de 1892, le syndicat garda une somme dépassant 100.000 francs venus en grande partie d'Angleterre. C'est avec les intérêts de ce capital que l'organisation vécut pendant plus de douze ans. Grâce à ces intérêts elle fonctionna, fit face à ses frais d'administration, de délégation si nécessaires pour faire croire à la puissance du syndicat.

Aussi, ne manquez pas de hausser les épaules lorsque vous entendrez un de ces «*dirigeants*» minier déclarer que l'action n'est possible que si on possède beaucoup d'argent, que l'ouvrier n'est fort que si le nécessaire lui est assuré par le syndicat! Oui, l'argent est indispensable, à condition qu'il en soit distribué! Ce n'est pas le cas chez le mineur du Pas-de-Calais.

Victor GRIFFUELHES.
